



COMMISSION
EUROPÉENNE

LE HAUT REPRÉSENTANT DE
L'UNION POUR LES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES ET LA
POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 2.10.2024
JOIN(2024) 25 final

**COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN, AU COMITÉ DES
RÉGIONS ET À LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT**

Mettre en place des partenariats internationaux durables en tant qu'Équipe Europe

Introduction

Au cours des cinq dernières années, l'Union européenne (UE) a remanié son modèle de coopération au développement pour tenir compte des nouvelles réalités mondiales, notamment des effets de la pandémie de COVID-19, de la guerre, du recul démocratique, du changement climatique et de la concurrence géopolitique croissante. Ces évolutions ont exacerbé les inégalités et entravé les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable. Elles ont mis en évidence l'importance qu'il y a à renforcer la résilience face aux chocs extérieurs.

Un changement de paradigme s'est produit dans la manière dont l'UE aborde ses partenariats internationaux s'étendant au-delà de son voisinage immédiat. Ce changement résulte du constat que nous devons nous détacher de la dynamique donateur-bénéficiaire et nous positionner plus fermement dans un environnement international de plus en plus contesté. Les nouveaux partenariats internationaux complètent d'autres formes d'engagement économique structuré, dans des domaines tels que le commerce, l'énergie et le climat.

L'article 21 du traité sur l'Union européenne prévoit que l'Union doit s'appliquer à «soutenir le développement durable sur le plan économique, social et environnemental des pays en développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté». Au cours des dernières décennies, les pays qui ont le mieux réussi à réduire la pauvreté sont ceux qui ont investi dans les infrastructures, la valeur ajoutée nationale, la gouvernance et le développement humain, intégrant ainsi leurs économies dans les circuits mondiaux du commerce et des investissements.

En réaction à la pandémie de COVID-19, l'UE a mis en place l'approche «Équipe Europe»¹, une nouvelle méthode pour joindre l'action de l'UE, des États membres, de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de manière coordonnée afin d'en maximiser les effets. Ne se limitant pas aux financements, cette méthode contribue à mettre en commun l'expertise et promeut une culture de coopération plus stratégique. C'est désormais la méthode utilisée pour la mise en œuvre des partenariats internationaux de l'UE.

En décembre 2021, la présidente von der Leyen a lancé la stratégie d'investissement «Global Gateway»². Tout en mettant toujours l'accent sur les objectifs de développement durable, cette stratégie incarne la transition conceptuelle vers des partenariats mutuellement avantageux d'égal à égal et répond au double impératif d'une résilience extérieure et interne. Grâce à la stratégie «Global Gateway», l'UE concentre ses moyens là où ils sont susceptibles de produire le plus d'effets en termes de développement durable.

L'UE et ses États membres restent le premier fournisseur d'aide publique au développement dans le monde, à raison de 42 % du montant total en 2023, soit 95,9 milliards d'EUR. Néanmoins, le financement public international est dérisoire au regard de l'ampleur des défis actuels: il ne suffit pas à lui seul. C'est pourquoi la stratégie «Global Gateway» vise aussi à mobiliser des investissements privés.

¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/team-europe-initiatives_fr#quest-ce-que-l%C3%A9quipe-europe

² https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/stronger-europe-world/global-gateway_fr

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et l'instrumentalisation croissante des dépendances ont confirmé que le cadre fixé par la stratégie «Global Gateway» était judicieux: une convergence existe à présent entre les demandes des partenaires et les intérêts fondamentaux de l'UE, notamment en ce qui concerne le climat et l'énergie, les matières premières critiques, la connectivité numérique sécurisée et les corridors de transport.

Si la stratégie «Global Gateway» se retrouve à présent au centre des partenariats internationaux de l'UE, elle n'en recouvre pas toute la portée. Nous continuons d'agir par des moyens adaptés dans les zones de conflit, les pays fragiles et d'autres situations complexes. Ces dernières années, l'UE a également élaboré une approche plus globale et plus stratégique de la gestion des migrations et des déplacements forcés. Au niveau mondial, l'engagement multilatéral reste un levier important pour le rayonnement de l'Europe.

Dans les Balkans occidentaux et le voisinage oriental et méridional, la stratégie «Global Gateway» est mise en œuvre au moyen de plans économiques et d'investissement. Néanmoins, l'UE déploie des politiques globales dans ces régions, à savoir les nouveaux partenariats stratégiques et globaux avec les pays du voisinage, la facilité pour l'Ukraine et la facilité pour les réformes et la croissance en faveur des Balkans occidentaux. La présente communication se borne donc à faire le point sur les progrès réalisés dans le déploiement des nouveaux partenariats internationaux de l'UE dans les pays en dehors des régions appartenant au voisinage et visées par l'élargissement.

1. Approche «Équipe Europe»

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de mettre en commun les ressources le plus efficacement possible. L'UE a réagi en élaborant l'approche «Équipe Europe», s'inscrivant dans le cadre d'un effort plus vaste visant à renforcer l'architecture financière européenne pour le développement. Cette méthode rassemble l'UE, ses États membres, leurs réseaux diplomatiques, les organismes de mise en œuvre, les institutions de financement du développement, les organismes de crédit à l'exportation, la BEI, la BERD et le secteur privé. Elle exige que l'UE et les États membres agissent de manière concertée et garantissent une meilleure coopération entre les acteurs publics et privés. En travaillant en tant que membres d'une équipe pour atteindre des objectifs communs spécifiques, chaque acteur peut mettre en avant son propre avantage comparatif et contribuer pour ce qu'il sait le mieux faire. Les ressources sont déployées de manière cohérente, ce qui permet à l'UE et à ses États membres d'augmenter l'ampleur, l'incidence et la visibilité de leur action.

Les États membres de l'UE ont adopté l'approche «Équipe Europe» en un temps record. Désormais partie intégrante de notre boîte à outils pour l'action extérieure, elle est au centre des partenariats internationaux de l'UE, que ce soit dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», dans des contextes fragiles ou dans le cadre d'un engagement multilatéral. C'est au cours du mandat actuel qu'ont été élaborées les (plus de 160) premières initiatives de l'Équipe Europe³ dans toutes les régions, et que se sont déroulées les premières missions conjointes au niveau politique visant à promouvoir la stratégie «Global Gateway».

2. Stratégie «Global Gateway»

³ https://capacity4dev.europa.eu/resources/team-europe-tracker_en

Le déficit de financement déjà important dont souffrait la réalisation des objectifs de développement durable s'est fortement creusé à la suite de la pandémie de COVID-19 et de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques, il s'est établi à ce jour à environ 4 000 milliards d'EUR par an. La stratégie «Global Gateway» permet à l'UE de contribuer à réduire ce fossé en investissant dans des liaisons intelligentes, propres et sûres dans les secteurs de l'énergie, du numérique et des transports et en renforçant les systèmes de santé, d'éducation et de recherche à travers le monde. Au moyen de l'approche «Équipe Europe», elle soutient la reprise économique mondiale, accompagne la double transition écologique et numérique au-delà des frontières européennes et renforce la résilience de nos partenaires et l'autonomie stratégique de l'Europe, en coordination avec d'autres politiques de l'UE.

La stratégie «Global Gateway» est une offre quantitative: elle vise à mobiliser jusqu'à 300 milliards d'EUR d'investissements publics et privés d'ici à 2027 (y compris dans les régions appartenant au voisinage et visées par l'élargissement) au moyen d'une combinaison de subventions, de prêts préférentiels et de garanties destinées à réduire les risques inhérents aux investissements.

Entre 2021 et 2023, l'UE, les États membres, la BEI et la BERD ont mobilisé des investissements à hauteur de 179 milliards d'EUR pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie «Global Gateway». Sur ce montant, 50 milliards d'EUR ont été mobilisés grâce au soutien de l'UE et 129 milliards d'EUR par les États membres de l'UE, la BEI et la BERD.

La stratégie «Global Gateway» est aussi une offre qualitative visant à promouvoir des normes sociales, environnementales et financières élevées et à défendre la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme.

Elle propose des partenariats globaux adaptés aux besoins des partenaires, prévoyant non seulement des infrastructures matérielles, mais aussi des investissements dans l'éducation, les compétences et l'accès à un financement durable, ainsi qu'un soutien réglementaire, le transfert de technologies et le partage de connaissances. Les projets «Global Gateway» promeuvent un environnement réglementaire et commercial favorable dans les pays partenaires en instaurant des conditions de concurrence égales pour les entreprises. L'originalité de l'offre de la stratégie «Global Gateway» réside dans cette approche à 360 degrés unique, essentielle pour avoir la certitude que les investissements durent et produisent des résultats.

La stratégie «Global Gateway» est déployée pays par pays dans le monde entier. Des trains de mesures d'investissement ont été lancés avec l'Afrique, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie centrale. 225 projets phares sont en cours de réalisation⁴. En octobre 2023, la présidente von der Leyen a accueilli le premier forum «Global Gateway»; en deux jours, des engagements d'un montant de 3 milliards d'EUR ont été signés avec un large éventail de partenaires.

La stratégie «Global Gateway» se distingue aussi par son caractère inclusif. La structure de gouvernance de la stratégie «Global Gateway» a été mise sur pied lors des premières réunions du comité «Global Gateway», du groupe consultatif des acteurs du marché et de la plateforme consultative entre la société civile et les autorités locales.

⁴ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/global-gateway-flagship-projects_fr

Le secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises, est un acteur clé de la stratégie «Global Gateway»: ce n'est qu'en mobilisant des financements privés à grande échelle que l'on pourra répondre aux besoins d'investissement mondiaux. L'UE a mis en place des instruments innovants à cette fin, à commencer par le programme de garantie du Fonds européen pour le développement durable Plus⁵ qui, avec une enveloppe de 40 milliards d'EUR, réduit les risques que comportent les investissements pour les institutions de financement du développement, les banques et les investisseurs institutionnels. L'UE a également organisé une trentaine de forums d'entreprises «Global Gateway»⁶ dans les pays partenaires. Si les fondements conceptuels et pratiques ont été posés, il reste néanmoins beaucoup à faire pour exploiter pleinement le potentiel du secteur privé. Il s'agit notamment de mieux tirer parti de la force de frappe de ces instruments innovants.

La stratégie «Global Gateway» est déployée suivant cinq domaines prioritaires.

a. Climat et énergie

La triple crise planétaire que constituent le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution appelle une réponse forte de l'UE, combinant les dimensions intérieure et internationale du pacte vert pour l'Europe. La stratégie «Global Gateway» a placé la transition écologique au centre de nos partenariats internationaux. L'objectif, au cours de la période 2021-2027, est de parvenir à ce que 35 % du budget de l'action extérieure de l'UE contribue à l'action pour le climat et 10 % à la protection de la biodiversité.

La stratégie «Global Gateway» mobilise des investissements en faveur de la résilience au changement climatique, de l'accès aux énergies propres et d'infrastructures telles que les installations de production et les lignes de transport d'énergie renouvelable et les installations de production d'hydrogène vert. Elle aide des pays partenaires⁷ à renoncer progressivement aux combustibles fossiles au moyen de partenariats pour une transition énergétique juste, et contribue ainsi à réaliser l'engagement mondial, pris dans le cadre de la COP28, de tripler les capacités en énergies renouvelables et de doubler l'efficacité énergétique d'ici à 2030⁸. Elle appuie les travaux sur l'adaptation au changement climatique. Elle joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre des 14 partenariats stratégiques de l'UE sur les chaînes de valeur des matières premières⁹ et crée de nouveaux marchés pour les entreprises de technologies propres de l'UE. Elle soutient les systèmes alimentaires inclusifs et durables afin de renforcer et de rétablir la sécurité alimentaire mondiale, et promeut une pêche et une aquaculture à l'épreuve du changement climatique. Elle transforme les défis environnementaux en possibilités d'emploi et de prospérité (grâce, par exemple, à des partenariats forestiers ayant pour objet de protéger les forêts, de les restaurer et d'en garantir la gestion durable tout en renforçant les chaînes de valeur forestières¹⁰).

⁵ https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/european-fund-sustainable-development-plus_fr

⁶ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/eu-business-fora_fr

⁷ Indonésie, Sénégal, Afrique du Sud, Viêt Nam.

⁸ <https://www.cop28.com/en/global-renewables-and-energy-efficiency-pledge>

⁹ Avec le Canada, l'Ukraine, la Namibie, le Kazakhstan, l'Argentine, le Chili, la République démocratique du Congo, la Zambie, le Groenland, le Rwanda, la Norvège, l'Ouzbékistan, l'Australie et la Serbie.

¹⁰ Avec la Mongolie, le Honduras, le Guyana, la République du Congo, l'Ouganda et la Zambie.

b. Numérique

La transition numérique est actuellement l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Pourtant, de nombreux pays partenaires n'ont toujours pas accès à des outils et solutions numériques sûrs et fiables. Alors que, dans les pays à revenu élevé, 90 % de la population utilisait l'internet en 2022, cette proportion n'était que de 25 % dans les pays à faible revenu¹¹. Au cours des cinq dernières années, l'UE a été la pionnière d'une transition numérique axée sur l'humain afin de tirer parti des technologies numériques au profit d'une croissance inclusive, verte et durable.

En outre, l'UE soutient le déploiement d'une connectivité et d'infrastructures numériques sûres et résilientes, de manière à créer un environnement de confiance qui profitera aux citoyens, aux entreprises, à la société civile et aux gouvernements. L'UE ne finance pas de fournisseurs à haut risque; elle soutient en revanche des fournisseurs de confiance afin de garantir une connectivité numérique sûre et fiable dans le monde entier. Environ 10 % des financements au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde seront consacrés à des actions dans le domaine du numérique.

Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE soutient les infrastructures numériques, les compétences et l'entrepreneuriat numériques, la transformation numérique des entreprises et des services publics, ainsi que la coopération réglementaire. L'UE a lancé cinq trains de mesures complets sur l'économie numérique¹². Les priorités en matière d'infrastructures numériques sûres et fiables comprennent les câbles sous-marins sécurisés, les infrastructures dorsales, l'imagerie et les données satellitaires, la connectivité du dernier kilomètre, la gouvernance des données et la cybersécurité.

c. Transports

Alors que la connectivité des transports est un facteur essentiel pour une croissance durable et un catalyseur essentiel du commerce, d'importantes lacunes subsistent encore dans les infrastructures de nombreux pays. Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE s'attache à développer les transports sous toutes les formes — transport routier, ferroviaire, maritime, aérien et mobilité urbaine — tout en soutenant les efforts de décarbonation et de mise en conformité avec les principes, les référentiels et les normes ayant cours aux niveaux européen et international. Ici encore, l'offre a une finalité double, à savoir investir dans des infrastructures physiques pour renforcer les réseaux de transport, tout en promouvant un environnement réglementaire favorable afin que les projets aboutissent au résultat voulu (par exemple, le corridor économique de Lobito¹³ et le corridor de transport transcaspien¹⁴).

d. Santé

En réaction à la pandémie de COVID-19, l'UE a joué un rôle central dans la mise au point rapide, la montée en puissance et la distribution équitable de vaccins, de traitements et d'outils de diagnostic contre la COVID-19. Environ deux tiers des doses de vaccin produites dans l'UE, soit 3,1 milliards de doses, ont été

¹¹ <https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2022/11/24/ff22-internet-use/>

¹² Avec le Nigeria, le Kenya, la République démocratique du Congo, les Philippines et la Colombie.

¹³ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/lobito-corridor-connecting-democratic-republic-congo-and-zambia-global-markets-angola_fr

¹⁴ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/global-gateway-eu-and-central-asian-countries-agree-building-blocks-develop-trans-caspian-transport-2024-01-30_fr

exportées vers le reste du monde. L'UE a fait partie des membres fondateurs et des fervents défenseurs de l'accélérateur d'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 et elle a également été la principale donatrice de COVAX, l'initiative multilatérale en faveur d'un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 au niveau mondial. À la suite de la récente flambée épidémique de variole simienne, l'UE a rapidement mobilisé l'Équipe Europe pour coordonner le don et la livraison de vaccins aux pays africains touchés¹⁵.

L'UE a adopté une stratégie en matière de santé mondiale¹⁶ qui vise à améliorer la santé à long terme des populations du monde entier et à accroître les investissements dans le secteur de la santé. Cette stratégie souligne l'importance de renforcer les systèmes de santé, de faire progresser la couverture sanitaire universelle et d'appliquer l'approche «Une seule santé». Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE a concentré ses efforts sur les systèmes de santé, la sécurité des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques et le développement de la fabrication locale au moyen d'investissements dans les infrastructures et d'un environnement réglementaire favorable (par exemple, l'initiative de l'Équipe Europe pour la production de vaccins, de médicaments et de technologies de la santé et l'accès à ceux-ci en Afrique¹⁷).

e. Éducation et recherche

Préconisant avec force le soutien à l'éducation comme moteur essentiel de croissance et de développement durable, l'UE a augmenté ses investissements dans ce domaine, portant de 7 % à 13 % leur part dans le budget de l'UE consacré aux partenariats internationaux au cours de la période 2021-2023. Cela fait de l'UE une championne mondiale de l'éducation au sein des Nations unies. Lors de l'événement de haut niveau sur l'éducation¹⁸ qu'elle a organisé en avril 2024 à Bruxelles dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE a signé des programmes régionaux et bilatéraux d'une valeur de 245 millions d'EUR.

Les grandes initiatives phares de la stratégie «Global Gateway» mettent l'accent sur 1) l'équité et l'éducation de base pour les filles (92 % des engagements conclus depuis 2021 ont pour objet l'égalité de genre), 2) la formation des enseignants et 3) l'enseignement et la formation professionnels. Conformément à l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, 20 % du budget de l'action extérieure de l'UE pour la période 2021-2027 devraient être consacrés au développement humain et à l'inclusion sociale, y compris l'éducation et la santé. L'UE met également à profit le programme Erasmus+ pour renforcer la qualité de l'éducation et le développement des compétences.

3. Pays fragiles

La fragilité est à son niveau le plus élevé depuis dix ans: 24 % de la population mondiale vit actuellement en situation de fragilité¹⁹. L'UE mène des actions dans des zones de conflit, des pays fragiles et d'autres contextes complexes, l'objectif premier étant de s'attaquer aux causes profondes de la fragilité tout en

¹⁵ https://health.ec.europa.eu/latest-updates/first-delivery-mpox-vaccine-doses-arrives-democratic-republic-congo-2024-09-05_fr

¹⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7153

¹⁷ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/team-europe-initiatives/team-europe-initiative-manufacturing-and-access-vaccines-medicines-and-health-technologies-africa_fr

¹⁸ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/global-gateway-high-level-event-education_fr

¹⁹ https://www.oecd.org/fr/publications/etats-de-fragilite-2022_65c2c30f-fr.html

donnant accès à des services de base vitaux et en promouvant la résilience des populations, selon une approche associant l'aide humanitaire, le développement et la paix.

Dans des contextes politiquement éloignés, notamment dans le Sahel central et en Afghanistan, l'UE a adopté une approche souple, pragmatique et fondée sur des principes. Cette approche implique que l'UE maintienne son engagement à défendre les intérêts et les valeurs qui sont les siennes, persévère dans les projets qui profitent à la population, en particulier aux groupes les plus vulnérables, et reste ouverte au dialogue avec les autorités sans pour autant légitimer les junte militaires ou d'autres gouvernements non reconnus. Elle vise à éviter toute nouvelle déstabilisation qui affecterait directement l'Europe (comme le terrorisme, l'extrémisme violent, le crime organisé, le trafic de stupéfiants et d'armes et la migration irrégulière).

L'UE a lancé une réflexion interne sur la meilleure manière d'aborder les contextes de fragilité et de conflit, en intégrant les dimensions politique, économique, sécuritaire, migratoire, humanitaire et du développement humain, conformément à l'approche intégrée de l'UE à l'égard des crises et des conflits extérieurs²⁰. La complexité croissante de ces contextes nécessite des approches communes qui s'intéressent aux besoins humanitaires, au développement durable et à la consolidation de la paix. L'approche «Équipe Europe» doit être renforcée afin que l'action de l'UE gagne en cohérence. L'UE collabore également avec les Nations unies, le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international afin de tirer le meilleur parti des avantages comparatifs de chacun et de renforcer l'alignement politique.

4. Migration

Au cours des cinq dernières années, l'UE a accompli d'importants progrès en ce qui concerne la dimension extérieure des migrations, en s'appliquant, dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», à approfondir les partenariats globaux fondés sur des intérêts mutuels. Elle a intensifié ses travaux pour apporter une réponse globale, en s'appuyant sur l'expérience du fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique²¹ et en s'attaquant aux causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés. L'UE a également intensifié ses efforts pour aider les pays partenaires à améliorer leur gouvernance migratoire et leur gestion des frontières au niveau national, à prévenir les arrivées irrégulières et les pertes de vies humaines, à lutter contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains, à améliorer le retour des personnes, leur réadmission et leur réintégration durable, et à poursuivre la mise en place de voies de migration légales, tout en soulignant l'importance du respect des droits fondamentaux et du droit international. Elle a lancé deux initiatives de l'Équipe Europe axées sur la route migratoire de l'Atlantique/de la Méditerranée occidentale et celle de la Méditerranée centrale²².

²⁰ https://www.eeas.europa.eu/eeas/integrated-approach-external-conflicts-and-crises_en

²¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/funding-and-technical-assistance/funding-instruments/trust-funds_en#the-eu-emergency-trust-fund-for-africa-eutf

²² L'initiative de l'Équipe Europe sur la route de l'Atlantique/de la Méditerranée occidentale réunit l'UE, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Tchèque, la Suisse, l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal, la Gambie, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Nigeria. L'initiative de l'Équipe Europe sur la route de la Méditerranée centrale réunit l'UE, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, les Pays-Bas, la Tchèque, la Suisse, le Burkina Faso, le Tchad, l'Égypte, la Libye, le Niger, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Nigeria.

La dimension extérieure de la migration est un élément essentiel du pacte sur la migration et l'asile²³, qui préconise de gérer la migration selon une approche pangouvernementale appréhendant les routes empruntées dans leur globalité. Conformément au pacte, l'UE a renforcé sa coopération avec les pays partenaires (d'origine et de transit) pour promouvoir des partenariats globaux en matière de migration (par exemple avec la Mauritanie, au-delà du voisinage de l'UE²⁴). Ces partenariats intègrent tous les aspects des politiques et de la coopération de l'UE, y compris les actions relevant de la stratégie «Global Gateway» qui contribuent à créer une croissance inclusive et de l'emploi, en offrant des perspectives économiques aux jeunes dans leur pays d'origine.

Le plan commun de mise en œuvre du pacte sur la migration et l'asile²⁵, adopté en juin 2024, encourage les États membres à planifier des actions susceptibles de renforcer l'engagement de l'Équipe Europe avec les principaux pays tiers, en s'appuyant sur leur expérience et leurs relations privilégiées.

10 % du budget consacré aux partenariats internationaux ont été affectés, à titre indicatif, à des actions liées à la migration et aux déplacements forcés au cours de la période de programmation 2021-2027. Plus de 190 actions sont actuellement mises en œuvre, pour un montant de 5,3 milliards d'EUR, notamment en Afrique subsaharienne, en Afrique du nord et dans la région Asie-Pacifique.

L'UE a également investi dans les domaines thématiques sujets à préoccupation, tels que la lutte contre la criminalité organisée, en mettant en place des coalitions stratégiques avec des pays partenaires et d'autres parties prenantes. Elle continuera de s'appuyer sur l'alliance mondiale pour lutter contre le trafic de migrants²⁶.

En novembre 2023, l'UE a également lancé le train de mesures sur la mobilité des compétences et des talents afin de contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences et de promouvoir des voies de migration légales en provenance de pays tiers. Des partenariats destinés à attirer les talents ont été conclus avec des pays partenaires clés.

5. Engagement multilatéral

a. Nations unies, G7/G20, institutions financières internationales

Dans un contexte de résurgence des attaques contre le multilatéralisme, l'UE a continué de dialoguer avec les principaux acteurs dans les enceintes multilatérales et de favoriser le dialogue stratégique avec les Nations unies et les principaux partenaires multilatéraux, notamment le Fonds monétaire international, le Groupe de la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'UE a contribué à redynamiser l'ordre multilatéral en collaborant avec les dirigeants des Nations unies et d'autres parties prenantes pour mettre en œuvre le programme à l'horizon 2030 et garantir l'adoption du Pacte pour l'avenir lors du sommet de l'avenir des Nations unies. Grâce à la stratégie «Global Gateway», elle reste en première ligne des efforts pour progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable, comme l'illustre le premier examen volontaire de l'UE présenté lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable de 2023²⁷. Elle a aussi collaboré avec le G7 pour coordonner les

²³ https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/pact-migration-and-asylum_fr

²⁴ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_24_1335

²⁵ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_24_3161

²⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_6081

²⁷ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3801

principales initiatives en matière d'infrastructures dans le cadre du partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux.

L'UE a joué un rôle actif au sein du G20 en soutenant l'inscription à l'ordre du jour de questions relatives au développement durable telles que l'action mondiale contre le changement climatique et la création d'une Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté²⁸. Elle a appuyé la candidature de l'Union africaine à un siège permanent au G20 et a fait preuve d'initiative dans la lutte contre les inégalités. Elle a aussi contribué activement aux discussions sur la finance durable et la réforme de l'architecture financière internationale. Elle a joué un rôle important lors des conférences des parties sur le climat et la biodiversité²⁹, ainsi que dans les négociations en vue de l'accord sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale³⁰. Dans le cadre du groupe d'experts des Nations unies sur les minéraux essentiels à la transition énergétique, elle a contribué à définir des principes non contraignants pour une transition mondiale juste et durable vers des énergies propres. À la 4^e conférence internationale sur les petits États insulaires en développement³¹, elle a réaffirmé sa solidarité à l'égard des partenaires particulièrement vulnérables au changement climatique.

b. Fonds mondiaux

Depuis 2019, l'UE a apporté une contribution majeure à toute une série de fonds mondiaux dans des secteurs tels que l'éducation (plus grande contribution au Partenariat mondial pour l'éducation, avec la promesse d'un montant de 700 millions d'EUR sur la période 2021-2027), la santé (plus grande contribution au Fonds pour les pandémies avec un engagement de 427 millions d'EUR; contribution de 300 millions d'EUR à GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins; contribution de 715 millions d'EUR au Fonds mondial de lutte contre la tuberculose et le paludisme), le climat (100 millions d'EUR en faveur du Fonds pour l'adaptation; 25 millions d'EUR en faveur du Fonds pour les pertes et préjudices) et la sécurité routière (contribution de plus de 2 millions d'EUR au fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour la sécurité routière). L'UE s'est appliquée à mieux accorder cette action avec les priorités de la stratégie «Global Gateway» et à garantir l'entière visibilité de nos engagements collectifs.

c. Accord de Samoa

En novembre 2023, l'UE, ses États membres et les États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, représentant 1,5 milliard de personnes, ont signé le successeur de l'accord de Cotonou: l'accord de Samoa³². Celui-ci est entré en application à titre provisoire en janvier 2024; 77 des 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique l'ont à présent signé. Cet accord modernise le cadre de partenariat et renforce notre capacité à relever ensemble les défis mondiaux au cours des 20 prochaines années. Il sera maintenant mis en œuvre par des protocoles régionaux qui appliqueront le partenariat aux différentes sous-régions. En février 2024, l'Assemblée parlementaire paritaire et les trois assemblées parlementaires régionales ont tenu leur première session plénière en Angola.

6. Priorités horizontales: droits de l'homme, inégalités, genre, jeunesse, handicap

²⁸ <https://www.g20.org/en/tracks/sheerpa-track/hunger-and-poverty>

²⁹ <https://unfccc.int/fr>; <https://www.cbd.int/cop>

³⁰ <https://www.un.org/bbnjagreement/en>

³¹ <https://sdgs.un.org/conferences/sids2024>

³² <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/samoa-agreement/>

Les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit sont une pierre angulaire de l'action extérieure de l'UE. Dans un contexte mondial de rétrécissement de l'espace civique et démocratique, l'UE a maintenu son soutien inconditionnel à la protection et à la promotion des droits de l'homme, y compris l'égalité de genre et la démocratie. Le plan d'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2027³³ a renforcé les efforts déployés par l'UE pour faire respecter les droits de l'homme et la démocratie dans le cadre de son action extérieure.

La lutte contre les inégalités, l'autonomisation des femmes et des jeunes sont des priorités horizontales de la Commission. L'augmentation des inégalités freine la réalisation de tous les objectifs de développement durable. Or la pandémie de COVID-19 a provoqué la plus forte hausse des inégalités à l'échelle mondiale en trois décennies³⁴. En 2023, la Commission a lancé un marqueur d'inégalité³⁵ innovant pour mieux comprendre, suivre et analyser de manière comparative l'incidence qu'ont ses actions sur la réduction des inégalités. Il en est ressorti que 59 % de l'ensemble des nouvelles interventions financées par le budget des partenariats internationaux en 2023 accordaient une attention particulière à la réduction des inégalités.

Le plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure (GAP III)³⁶ formule l'engagement selon lequel, d'ici à 2025, 85 % de toutes les nouvelles actions extérieures contribueront à l'égalité de genre. Dès 2022, 72 % des actions extérieures de l'UE avaient pour objectif principal ou significatif l'égalité de genre.

En 2021, l'UE a mis en place un Conseil consultatif de la jeunesse³⁷ destiné à s'exprimer directement sur les priorités des partenariats de l'UE, et a déployé des structures similaires au niveau national. En octobre 2022, la Commission a lancé son premier plan d'action pour la jeunesse dans l'action extérieure de l'UE³⁸ afin de mobiliser, d'autonomiser et de connecter les jeunes dans le monde entier. Des conseillers spéciaux «Jeunesse» ont été associés aux efforts de l'UE dans ce domaine.

En 2021, l'UE a mis à jour sa «boîte à outils pour placer les titulaires de droits au centre du voisinage, de la coopération au développement et de la coopération internationale de l'Union européenne», qui comprend des orientations sur l'inclusion des personnes handicapées dans l'action extérieure³⁹. En 2023, 41 % des actions extérieures de l'UE étaient inclusives, à des degrés divers, pour les personnes handicapées.

³³ https://www.eeas.europa.eu/human-rights-democracy/plan-d%E2%80%99action-de-l%E2%80%99ue-en-faveur-des-droits-de-l%E2%80%99homme-et-de-la-d%C3%A9mocratie_fr

³⁴ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>

³⁵ <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/2faa22b4-a8fb-11ed-b508-01aa75ed71a1>

³⁶ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_2184

³⁷ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/youth/youth-sounding-board_fr

³⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_22_5882

³⁹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/events/human-rights-based-approach-eu-toolbox-placing-rights-holders-centre-international-partnerships-2021-09-16_fr

7. Par région

a. Afrique

L'Afrique abrite la moitié des quelque vingt pays connaissant la croissance la plus rapide au monde, une main-d'œuvre jeune et dynamique et des ressources naturelles abondantes. Pourtant, les investissements y sont insuffisants. L'Afrique est très exposée à la dégradation de l'environnement et au changement climatique et connaît la guerre et l'instabilité politique. Depuis 2020, lorsque l'UE a adopté la communication conjointe sur une stratégie globale avec l'Afrique⁴⁰, elle a renforcé son partenariat avec ce continent. Lors du 6^e sommet UE-Union africaine qui s'est tenu en février 2022, les deux parties sont convenues d'une vision commune pour 2030⁴¹, soutenue par un paquet d'investissement «Global Gateway» Afrique-Europe d'un montant de 150 milliards d'EUR. Le partenariat Afrique-UE promeut les transitions écologique et numérique, le développement humain, une gestion durable des migrations, l'intégration économique régionale et un ordre international fondé sur des règles.

Le port de Cotonou

Stratégiquement situé entre Lomé et Lagos, le port de Cotonou est l'une des plateformes maritimes les plus importantes d'Afrique de l'Ouest. Depuis 2018, il est géré par le port international d'Anvers-Bruges, qui a entamé un processus de modernisation et d'expansion afin d'en faire un pôle d'excellence en matière de logistique et de numérisation. L'UE, la Belgique, la France et les Pays-Bas ont déjà mobilisé plus de 200 millions d'EUR, dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», en vue de la modernisation de ses installations, des services qu'il fournit et de sa liaison avec l'arrière-pays. Il s'agit notamment de simplifier et de moderniser les procédures douanières, d'investir dans la gouvernance et la compétitivité et de soutenir la construction d'un nouveau terminal de pêche.

La mise en œuvre du paquet d'investissement progresse de manière satisfaisante dans tous les domaines prioritaires de la stratégie «Global Gateway», à savoir l'écologisation (quatre des 14 partenariats stratégiques concernant les chaînes de valeur pour les matières premières; initiative Afrique-UE pour l'énergie verte), la numérisation (pont d'innovation numérique 2.0 entre l'Afrique et l'Europe; Digital 4 Development Hub), les transports (protocole d'accord sur le corridor économique reliant le port angolais de Lobito à la République démocratique du Congo et à la Zambie), la santé (initiative de l'Équipe Europe concernant la production de vaccins, de médicaments et de technologies de la santé et l'accès à ceux-ci, accélérateur de production de vaccins en Afrique), l'éducation et la recherche (initiative régionale en faveur des enseignants en Afrique).

L'hydrogène vert en Namibie

La Namibie dispose de ressources en énergie éolienne et solaire considérables, ainsi que d'importants gisements de terres rares et d'autres minéraux, qui pourraient constituer l'épine dorsale d'une économie industrielle verte compétitive. En 2022, elle a été le premier pays d'Afrique à nouer un partenariat stratégique avec l'UE sur les chaînes de valeur durables pour les matières premières et l'hydrogène renouvelable⁴². Une feuille de route relative à sa mise en œuvre a été adoptée lors du forum «Global

⁴⁰ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A52020JC0004>

⁴¹ <https://www.consilium.europa.eu/media/54411/final-declaration-fr.pdf>

⁴² https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6683

Gateway» de 2023. Ce partenariat est mis en œuvre dans le cadre d'une initiative de l'Équipe Europe réunissant l'UE, la BEI, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Finlande. Un réservoir de sept projets ayant trait à l'hydrogène vert a été déterminé, pour un investissement potentiel total pouvant atteindre 20 milliards d'EUR. Parallèlement, l'UE soutient le programme national en faveur de l'hydrogène vert, qui met l'accent sur l'alignement des réglementations, le renforcement des capacités et le développement des compétences. La stratégie «Global Gateway» encadre également la coopération entre le port de Rotterdam, le port d'Anvers-Bruges et Namport.

L'initiative régionale en faveur des enseignants en Afrique

L'Afrique aura besoin de plus de 15 millions d'enseignants supplémentaires pour parvenir à la mise en place d'un enseignement primaire et secondaire universel d'ici à 2030. L'initiative régionale en faveur des enseignants en Afrique⁴³, lancée en janvier 2023, réunit l'UE et plusieurs de ses États membres, l'Union africaine et l'UNESCO. Elle contribue à réduire le déficit d'enseignants ainsi qu'à rendre le corps enseignant plus compétent, plus motivé et plus inclusif, à même de proposer un apprentissage de qualité.

b. Asie-Pacifique

L'Asie est en passe de devenir le centre de l'économie mondiale. Au cours des cinq dernières années, l'UE a adopté une approche adaptée à ses différentes sous-régions.

Elle a mis en place des partenariats bilatéraux et régionaux solides en Asie centrale. Depuis l'adoption de la stratégie de l'UE pour l'Asie centrale⁴⁴, la fréquence et le niveau de notre engagement politique ont été renforcés. À l'échelle régionale, la feuille de route visant à approfondir les relations entre l'UE et l'Asie centrale est en cours de mise en œuvre⁴⁵. Au niveau bilatéral, on peut citer, au nom des principales avancées, les protocoles d'accord sur les matières premières critiques signés avec le Kazakhstan (2022) et l'Ouzbékistan (2024)⁴⁶.

Le corridor de transport transcaspien

Dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE s'emploie à transformer le corridor de transport transcaspien en une route moderne, compétitive et efficace permettant de relier l'Europe et l'Asie en 15 jours maximum. Ce corridor de transport renforcera le rôle de l'Asie centrale en tant que plateforme de connectivité et favorisera la coopération économique et l'intégration régionale entre les cinq pays d'Asie centrale, tout en reliant la région plus étroitement à l'Europe. Dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE, les États membres et les institutions financières européennes soutiendront le corridor de transport transcaspien au travers de divers programmes régionaux, d'opérations de financement mixte et de garanties de prêts. Les participants au forum «Global Gateway» des

⁴³ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/regional-teachers-initiative-africa_en?prefLang=fr

⁴⁴ <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2019/06/17/central-asia-council-adopts-a-new-eu-strategy-for-the-region/>

⁴⁵ https://www.eeas.europa.eu/eeas/eu-central-asia-19th-ministerial-meeting-held-luxembourg-23-october-2023_en

⁴⁶ https://global-gateway-forum.ec.europa.eu/news/global-gateway-forum-eu-and-uzbekistan-forge-strategic-alliance-critical-raw-materials-partnership-2023-10-25_en?prefLang=fr

investisseurs en faveur de la connectivité des transports entre l'UE et l'Asie centrale, qui s'est tenu en janvier 2024, se sont engagés à mobiliser 10 milliards d'EUR (investissements en cours et prévus) en faveur d'une connectivité durable des transports en Asie centrale, en s'appuyant sur une étude publiée en juin 2023⁴⁷. Une plateforme de coordination a été lancée à Astana en juin 2024.

La stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique de 2021⁴⁸ fixe le cadre du partenariat dans cette région. Des initiatives conjointes ont été lancées dans le cadre du forum ministériel de l'UE pour la coopération dans l'Indo-Pacifique, qui se tient sur une base annuelle.

L'UE a renforcé ses partenariats bilatéraux avec l'Inde (partenariat stratégique UE-Inde: une feuille de route à l'horizon 2025⁴⁹, partenariat UE-Inde pour la connectivité, Conseil du commerce et des technologies UE-Inde) et le reste de la région de l'Asie du Sud (initiatives bilatérales de l'Équipe Europe associées à des mesures visant à renforcer l'intégration régionale, telles que l'initiative phare «Global Gateway» sur la connectivité énergétique en Asie du Sud).

L'UE a établi un partenariat stratégique avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est en 2020 et a organisé un sommet commémoratif en 2022 pour célébrer les 45 ans de partenariat. Elle a annoncé à cette occasion un paquet d'investissement «Global Gateway» d'un montant de 10 milliards d'EUR en faveur de la région⁵⁰.

La transformation numérique aux Philippines

Le programme Copernicus déployé aux Philippines est le premier programme européen d'observation de la Terre consacré à la gestion des risques de catastrophe en Asie du Sud-Est. S'appuyant sur un partenariat avec l'Agence spatiale européenne, cette initiative⁵¹ consiste à mettre en place une plateforme de données hébergée par l'Agence spatiale des Philippines. L'accès aux données satellitaires devrait contribuer à améliorer la gestion environnementale et à atténuer les effets du changement climatique. Grâce au train de mesures sur l'économie numérique, dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE et les États membres aideront également les Philippines à améliorer les infrastructures de connectivité afin de garantir un meilleur accès aux données Copernicus. Ces mesures permettront de renforcer les capacités en matière de cybersécurité et de déploiement de la 5G, de financer des bourses d'études et de faciliter les échanges techniques.

L'action en faveur du climat et la durabilité environnementale sont au cœur de la coopération UE-Pacifique. Lancée en 2021, l'Alliance verte et bleue pour le Pacifique⁵² a été complétée par une action bilatérale.

L'UE a également renforcé le dialogue stratégique et les échanges techniques avec les partenaires industrialisés (partenariat pour la connectivité avec le Japon, communication conjointe sur un partenariat

⁴⁷ https://transport.ec.europa.eu/transport-themes/international-relations/study-sustainable-transport-connections-central-asia_en?prefLang=fr

⁴⁸ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_21_4709

⁴⁹ <https://www.consilium.europa.eu/media/45026/eu-india-roadmap-2025.pdf>

⁵⁰ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_7678

⁵¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/digital-transformation-and-connectivity-initiative-south-east-asia_en?prefLang=fr

⁵² https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/green-blue-alliance-pacific_en?prefLang=fr

stratégique avec le Golfe⁵³, etc.), et étudie des possibilités de coopération plus larges dans le cadre de la stratégie «Global Gateway».

c. Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes sont des partenaires essentiels pour l'autonomie stratégique de l'Europe. De nombreux pays de la région sont susceptibles de tirer profit des chaînes de valeur mondiales (ils abritent, par exemple, environ 60 % des réserves de lithium recensées à l'échelle du monde), mais ont besoin de capitaux, de technologies, de formations et de normes pour combler le déficit d'investissement.

La mobilité électrique au Costa Rica

Le plan national de décarbonation du Costa Rica vise à parvenir à une économie à zéro émission nette d'ici à 2050, l'accent étant mis sur le secteur des transports. Dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway» pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'UE, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas, agissant selon une approche «Équipe Europe», offrent un soutien technique, financier et industriel au Costa Rica aux fins de l'électrification de ses transports publics. Il s'agit notamment de moderniser le système de bus, d'électrifier les trains de voyageurs et d'améliorer les infrastructures d'électromobilité⁵⁴.

Le sommet de juillet 2023 avec la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes a marqué un nouveau départ pour le partenariat, les partenaires naturels étant devenus des partenaires de choix⁵⁵. Dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway», l'UE s'est engagée à mobiliser au moins 45 milliards d'EUR d'investissements pour la région d'ici à 2027. Le portefeuille comprend plus de 130 projets⁵⁶ dans des secteurs tels que les énergies renouvelables et l'hydrogène, la conservation des océans et des forêts, les matières premières critiques, la transition numérique, la résilience sanitaire, l'éducation et les infrastructures de transport. L'UE a également redoublé d'efforts pour associer les partenaires des Caraïbes sur la base de trois partenariats stratégiques portant respectivement sur la durabilité environnementale, sur la résilience économique et le commerce, ainsi que sur la gouvernance, la sécurité et le développement humain. Grâce au lancement du programme EL PACcTO 2.0⁵⁷, elle a également renforcé son action en matière de criminalité transnationale.

Transformer l'algue sargasse en une opportunité économique

Dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway» UE-ALC, l'UE, la BEI, la France, l'Allemagne, l'Espagne et la Finlande ont lancé une initiative de l'Équipe Europe visant à réduire les dégâts occasionnés par l'algue sargasse et à intégrer celle-ci dans l'économie circulaire (cosmétiques, engrais, biomasse, etc.). Ce programme prévoit notamment des activités de recherche, un cadre

⁵³ https://www.eeas.europa.eu/eeas/joint-communication-%E2%80%9Cstrategic-partnership-gulf%E2%80%9D_en

⁵⁴ https://global-gateway-forum.ec.europa.eu/news/global-gateway-forum-eu-and-costa-rica-strengthen-their-partnership-advances-secure-connectivity-2023-10-24_en?prefLang=fr

⁵⁵ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_3045

⁵⁶ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/initiatives-region/initiatives-latin-america-and-caribbean_en?prefLang=fr

⁵⁷ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/new-means-fight-transnational-crime-between-eu-and-latin-america-and-caribbean-launch-el-paccto-20-2024-03-12_en?prefLang=fr

stratégique et normatif, le partage de connaissances, le suivi et la prévision, la facilitation des investissements du secteur privé, ainsi que des investissements publics⁵⁸.

d. Pays et territoires d'outre-mer

Le soutien apporté aux pays et territoires d'outre-mer européens comprend des investissements dans l'éducation, l'autonomisation des jeunes et les transitions vers des économies plus vertes, plus bleues et plus intégrées sur le plan numérique. L'UE a étendu sa coopération avec le Groenland en signant un protocole d'accord sur des chaînes de valeur durables pour les matières premières critiques (novembre 2023)⁵⁹ et en ouvrant un nouveau bureau de la Commission à Nuuk (mars 2024).

Conclusion

Face à un contexte géopolitique plus difficile, au changement climatique et à une concurrence géoéconomique féroce, l'UE a modernisé son modèle de coopération au développement. Ses partenariats internationaux constituent à présent un outil puissant permettant de renforcer la résilience, tant au sein de l'Europe qu'en dehors de ses frontières. La nouvelle approche, soutenue par la stratégie «Global Gateway», permet à l'UE de contribuer le plus efficacement possible à la réalisation des objectifs de développement durable.

Dans le même temps, l'UE s'est positionnée en tant que figure de proue à l'échelle mondiale dans les domaines de l'éducation, de la jeunesse et de la lutte contre les inégalités. Elle a par ailleurs déployé une nouvelle approche de la gestion des migrations et a adapté son engagement dans des contextes fragiles. Afin de mener à bien ce programme ambitieux, elle a déployé une avancée majeure sur le plan méthodologique: l'approche «Équipe Europe».

Les bases nécessaires ont été jetées. «Global Gateway», en tant que stratégie et marque, a suscité une attention notable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE. Sa mise en œuvre est bien engagée dans toutes les régions. Des efforts supplémentaires seront nécessaires, notamment en ce qui concerne la levée de financements privés, la mobilisation de ressources pour les pays à revenu intermédiaire, la coordination entre les différents éléments de l'approche «Équipe Europe» et au sein de ceux-ci, et le déploiement de la marque. Toutefois, le prochain collège disposera d'une base solide pour faire passer les partenariats internationaux de l'UE à un niveau supérieur, dans le contexte d'une nouvelle politique économique étrangère.

⁵⁸ https://international-partnerships.ec.europa.eu/news-and-events/news/cop28-eu-joins-forces-latin-america-and-caribbean-combat-sargassum-and-make-it-economic-opportunity-2023-12-06_en?prefLang=fr

⁵⁹ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_23_6166

Annexe – Exemples de résultats de la stratégie «Global Gateway»

a. Afrique

- **Port de Cotonou:** stratégiquement situé entre Lomé et Lagos, le port de Cotonou est l'une des plateformes maritimes les plus importantes d'Afrique de l'Ouest. Depuis 2018, il est géré par le port international d'Anvers-Bruges, qui a entamé un processus de modernisation et d'expansion afin d'en faire un pôle d'excellence en matière de logistique et de numérisation. L'UE, la Belgique, la France et les Pays-Bas ont déjà mobilisé plus de 200 millions d'EUR, dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», en vue de la modernisation de ses installations, des services qu'il fournit et de sa liaison avec l'arrière-pays. Il s'agit notamment de simplifier et de moderniser les procédures douanières, d'investir dans la gouvernance et la compétitivité et de soutenir la construction d'un nouveau terminal de pêche.
- **Corridors stratégiques en Afrique:** l'UE et ses États membres promeuvent des transports et une connectivité durables en Afrique subsaharienne le long de 12 corridors stratégiques, par exemple en rendant plus écologiques et en élargissant les réseaux de transports publics de Dakar et de Nairobi, en modernisant le port de Cotonou ou en réfectant la route reliant Dakar à Abidjan. L'UE a également signé un protocole d'accord avec la Zambie, la République démocratique du Congo et l'Angola sur le corridor de Lobito.
- **Hydrogène vert en Namibie:** la Namibie dispose de ressources en énergie éolienne et solaire considérables, ainsi que d'importants gisements de terres rares et d'autres minéraux, qui pourraient constituer l'épine dorsale d'une économie industrielle verte compétitive. En 2022, elle a été le premier pays d'Afrique à nouer un partenariat stratégique avec l'UE sur des chaînes de valeur durables pour les matières premières et l'hydrogène renouvelable. Une feuille de route relative à sa mise en œuvre a été adoptée lors du forum «Global Gateway» de 2023. Ce partenariat est mis en œuvre dans le cadre d'une initiative de l'Équipe Europe réunissant l'UE, la BEI, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique et la Finlande. Un réservoir de sept projets ayant trait à l'hydrogène vert a été déterminé, pour un investissement potentiel total pouvant atteindre 20 milliards d'EUR. Parallèlement, l'UE soutient le programme national en faveur de l'hydrogène vert, qui met l'accent sur l'alignement des réglementations, le renforcement des capacités et le développement des compétences. La stratégie «Global Gateway» encadre également la coopération entre le port de Rotterdam, le port d'Anvers-Bruges et Namport.
- **Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte:** la coopération en matière de transition énergétique a considérablement progressé grâce à l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte, lancée en 2022 par l'Équipe Europe. 12 États membres, la BEI et la BERD y participent et plus de 20 milliards d'EUR ont à ce jour été promis pour la période 2021-2027, dont 3,4 milliards d'EUR par l'UE. De nombreux investissements dans le domaine de l'énergie présentant des niveaux de maturité différents ont été recensés.
- **Partenariats pour une transition énergétique juste avec le Sénégal et l'Afrique du Sud:** ces partenariats visent à accélérer la décarbonation des économies des pays partenaires et à soutenir une transition énergétique juste.

- **Partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur pour les matières premières avec la Namibie, la République démocratique du Congo, la Zambie et le Rwanda:** l'Afrique est riche en matières premières, essentielles aux transitions écologique et numérique. Les partenariats, mis en place dans le contexte de la dimension extérieure de la politique de l'UE relative aux matières premières, visent à développer la valeur ajoutée dans les pays partenaires et à garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières et raffinées. Ils soutiennent le développement des chaînes de valeur de l'industrie extractive au niveau local et facilitent les possibilités d'investissement et de financement visant à la modernisation des industries locales. La stratégie «Global Gateway» soutient la mise en œuvre de ces partenariats.
- **Économie bleue:** en Tanzanie, l'initiative de l'Équipe Europe en faveur de l'économie bleue met l'accent sur: i) la protection de l'environnement et une gestion des écosystèmes côtiers durable et résiliente au changement climatique, ii) le soutien aux entreprises durables et créatrices d'emplois dans l'économie bleue, y compris les utilisations productives des écosystèmes marins et côtiers, et iii) une gouvernance porteuse de changement et des réformes politiques.
- **Partenariats forestiers avec la République du Congo, l'Ouganda et la Zambie:** ces partenariats visent à aborder la question des forêts de manière globale et intégrée. Ils contribuent à protéger et à restaurer les forêts ainsi qu'à garantir l'utilisation et la gestion durables de celles-ci, à promouvoir la bonne gouvernance forestière, à renforcer les chaînes de valeur forestières, à stimuler des environnements commerciaux stables et légaux et à garantir la durabilité du commerce de produits forestiers et d'autres produits de base qui concourent à la déforestation.
- **Trains de mesures sur l'économie numérique avec le Nigeria, le Kenya et la République démocratique du Congo:** grâce au lancement de trains de mesures sur l'économie numérique, l'UE contribue à stimuler la connectivité, les compétences et la gouvernance inclusive dans les secteurs numériques des pays partenaires. Au Kenya, ce train de mesures sera mis en œuvre dans le cadre de l'initiative de l'Équipe Europe relative à la numérisation centrée sur l'humain.
- **Économie et société numériques en Afrique subsaharienne:** avec le lancement de l'initiative de l'Équipe Europe sur l'économie et la société numériques en Afrique subsaharienne, l'UE soutient et promeut la transition numérique de l'Afrique en abordant les questions de la connectivité, de la gouvernance, de l'entrepreneuriat et des compétences, notamment dans le cadre de la branche Afrique de la plateforme numérique au service du développement «Digital4Development».
- **Production de vaccins en Afrique:** l'initiative de l'Équipe Europe concernant la production de vaccins, de médicaments et de technologies de la santé et l'accès à ceux-ci soutient les efforts déployés par l'Union africaine en vue de promouvoir la fabrication locale de vaccins ainsi qu'un accès plus large aux produits de santé. Jusqu'à présent, elle a mobilisé plus de 2 milliards d'EUR provenant du budget de l'UE et des États membres, et a notamment apporté un soutien à l'accélérateur de fabrication de vaccins en Afrique. Cette initiative porte sur l'offre (production), la demande (prélèvement) et l'environnement favorable, comme en témoignent l'ouverture de la première usine consacrée à l'ARNm à Kigali en décembre 2023 et le lancement des programmes de biotechnologie à l'université du Rwanda en avril 2023. Au Sénégal, le projet MADIBA (Manufacturing in Africa for Disease Immunisation and Building Autonomy) a pour objectif de lancer la production de vaccins en 2025. En Afrique du Sud, la production de vaccins contre la

COVID-19 à Aspen Pharmacare a déjà commencé. Au Ghana, DEK Vaccines Limited met en place une usine de remplissage et de finition de vaccins, dont la production devrait être lancée en 2025.

- **Initiative régionale en faveur des enseignants en Afrique:** l'Afrique aura besoin de plus de 15 millions d'enseignants supplémentaires pour parvenir à la mise en place d'un enseignement primaire et secondaire universel d'ici à 2030. L'initiative régionale en faveur des enseignants en Afrique, lancée en janvier 2023, réunit l'UE et plusieurs de ses États membres, l'Union africaine et l'UNESCO. Elle contribue à réduire le déficit d'enseignants et à rendre le corps enseignant plus compétent, plus motivé et plus inclusif, à même de proposer un apprentissage de qualité.
- **Compétences d'opportunité et enseignement et formation professionnels en Afrique:** l'initiative de l'Équipe Europe sur les compétences d'opportunité et l'enseignement et la formation professionnels en Afrique vise à recenser les possibilités d'emploi décent ainsi que les compétences recherchées afin d'orienter les interventions en matière d'enseignement et de formation professionnels au niveau national.

b. Asie-Pacifique

- **Corridor de transport transcaspien:** dans le cadre de la stratégie «Global Gateway», l'UE s'emploie à transformer le corridor de transport transcaspien en une route moderne, compétitive et efficace reliant l'Europe et l'Asie en 15 jours maximum. Ce corridor de transport renforcera le rôle de l'Asie centrale en tant que plateforme de connectivité et favorisera la coopération économique et l'intégration régionale entre les cinq pays d'Asie centrale, tout en reliant la région plus étroitement à l'Europe. Dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE, les États membres et les institutions financières européennes soutiendront le corridor de transport transcaspien au travers de divers programmes régionaux, d'opérations de financement mixte et de garanties de prêts. Les participants au forum «Global Gateway» des investisseurs en faveur de la connectivité des transports entre l'UE et l'Asie centrale, qui s'est tenu en janvier 2024, se sont engagés à mobiliser 10 milliards d'EUR (investissements en cours et prévus) en faveur d'une connectivité durable des transports en Asie centrale, en s'appuyant sur une étude publiée en juin 2023⁶⁰. Une plateforme de coordination a été lancée à Astana en juin 2024.
- **Urbanisation durable et mobilité urbaine verte en Inde:** l'UE soutient la réfection des infrastructures urbaines et met l'accent sur la gestion intégrée des déchets et la gestion urbaine tenant compte du changement climatique. Il s'agit notamment de mettre en place des systèmes de métro intégrés, durables et économes en énergie à Surat et Ahmedabad.
- **Développement du port de Lumut en Malaisie:** projet de ville industrielle maritime visant à faire passer le port de Lumut d'un port de vrac à un port à conteneurs polyvalent, ainsi qu'à créer un complexe industriel et logistique écologique spécialisé dans la production d'hydrogène, les énergies renouvelables et l'industrie durable en milieu de cycle et en aval.
- **Partenariats stratégiques sur des chaînes de valeur pour les matières premières avec le Kazakhstan et l'Ouzbékistan:** la stratégie «Global Gateway» soutient la mise en œuvre de

⁶⁰ https://transport.ec.europa.eu/transport-themes/international-relations/study-sustainable-transport-connections-central-asia_en?prefLang=fr

partenariats avec les pays d'Asie centrale riches en matières premières. L'UE a signé des protocoles d'accord concernant des partenariats stratégiques sur les matières premières critiques avec le Kazakhstan (2022) et l'Ouzbékistan (2024).

- **Connectivité énergétique de l'Asie du Sud:** construction de centrales solaires photovoltaïques, de centrales hydroélectriques et de lignes de transport pour le raccordement au réseau à travers le Bhoutan; extension de la ligne de transport Chilime-Trishuli et du projet hydroélectrique de stockage de Dudhkoshi au Népal; soutien au développement du marché régional de l'énergie et de l'environnement d'investissement au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde et au Népal.
- **Initiative de l'Équipe Europe relative à la transition énergétique verte au Bangladesh:** l'initiative soutient la transition énergétique verte au Bangladesh au moyen d'investissements en faveur de la production d'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. Lors du forum «Global Gateway» 2023, le Bangladesh et l'UE ont signé des accords d'un montant de 400 millions d'EUR en faveur de projets dans le domaine des énergies renouvelables et de cinq actions de coopération supplémentaires, dotées d'un budget de 70 millions d'EUR, en faveur de l'éducation, du travail décent, de la construction écologique, de la gouvernance en ligne et de la prévention de la violence à caractère sexiste.
- **Partenariats pour une transition énergétique juste avec l'Indonésie et le Viêt Nam:** ces partenariats visent à accélérer la décarbonation des économies des pays partenaires et à soutenir une transition énergétique juste.
- **Construction de la centrale de pompage-turbinage de Bac Ai au Viêt Nam:** élaboré dans le cadre du partenariat pour une transition énergétique juste, ce projet vise à soutenir le gouvernement vietnamien dans la construction d'un système hydroélectrique à accumulation par pompage à quatre unités. Ce nouveau système disposera d'une capacité totale de 1 200 mégawatts.
- **Aménagement en cascade des centrales hydroélectriques de Qaliwana et Vatutokotoko aux Fidji:** la BEI soutiendra la construction du système hydroélectrique en cascade de Qaliwana et Vatutokotoko afin d'accroître la part des énergies renouvelables aux Fidji, ce qui aura pour effet de réduire considérablement leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles.
- **Partenariat forestier avec la Mongolie:** le principal objectif du partenariat est de traiter les questions de la protection, de la restauration, et de la gestion et de l'utilisation durables des forêts mongoles. Le protocole d'accord sur un partenariat forestier a été signé par le président de la Commission et le président mongol en novembre 2022.
- **Initiative de l'Équipe Europe intitulée «Alliance verte et bleue pour le Pacifique et le Timor-Oriental»:** l'initiative couvre 15 pays insulaires (dont la Papouasie - Nouvelle-Guinée et le Timor-Oriental) et trois pays et territoires français d'outre-mer. Elle œuvre à l'intégration de l'ambition climatique et à l'utilisation durable du capital naturel du Pacifique.
- **Transformation numérique aux Philippines:** le programme Copernicus déployé aux Philippines est le premier programme européen d'observation de la Terre consacré à la gestion des risques de catastrophe en Asie du Sud-Est. S'appuyant sur un partenariat avec l'Agence spatiale

européenne, cette initiative⁶¹ consiste à mettre en place une plateforme de données hébergée par l'Agence spatiale des Philippines. L'accès aux données satellitaires devrait contribuer à améliorer la gestion environnementale et à atténuer les effets du changement climatique. Grâce au train de mesures sur l'économie numérique, dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE et les États membres aideront également les Philippines à améliorer les infrastructures de connectivité afin de garantir un meilleur accès aux données Copernicus. Ces mesures permettront de renforcer les capacités en matière de cybersécurité et de déploiement de la 5G, de financer des bourses d'études et de faciliter les échanges techniques.

c. Amérique latine et Caraïbes

- **Mobilité électrique au Costa Rica:** le plan national de décarbonation du Costa Rica vise à parvenir à une économie à zéro émission nette d'ici à 2050, l'accent étant mis sur le secteur des transports. Dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway» pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'UE, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Allemagne, la Suède et les Pays-Bas, agissant selon une approche «Équipe Europe», offrent un soutien technique, financier et industriel au Costa Rica aux fins de l'électrification de ses transports publics. Il s'agit notamment de moderniser le système de bus, d'électrifier les trains de voyageurs et d'améliorer les infrastructures d'électromobilité.
- **Développement de l'hydrogène renouvelable au Chili:** l'initiative de l'Équipe Europe sur l'hydrogène renouvelable au Chili soutient la décarbonation de l'économie chilienne en créant des emplois verts et des débouchés commerciaux pour les entreprises chiliennes et européennes, tout en répondant aux besoins d'importation d'hydrogène vert de l'Europe. Elle catalyse les investissements privés, soutient le développement des infrastructures, promeut les normes de l'Union et les normes environnementales, sociales et de gouvernance, et contribue au transfert de technologies, à la réforme de la réglementation et à la formation. Les ports de Rotterdam, d'Anvers et de Hambourg ont signé des protocoles d'accord avec le ministère chilien de l'énergie. L'UE et les États membres fournissent par ailleurs une assistance technique.
- **Alliance numérique UE-Amérique latine et Caraïbes:** lancée en mars 2023, elle englobe tous les aspects de la transition numérique, y compris l'extension du câble à fibre optique Bella (Building the Europe Link to Latin America and the Caribbean), la connectivité numérique sécurisée, la coopération en matière de recherche, la stratégie régionale Copernicus, l'accélérateur numérique UE-ALC et le dialogue politique sur la cybersécurité.
- **Connectivité et transition numérique en Colombie:** afin de soutenir l'initiative du gouvernement visant à améliorer la connectivité en la faisant passer de 50 à 85 % de la population, il sera nécessaire d'allier politiques publiques, investissements publics et privés, technologies et participation communautaire. L'UE a mis en place un dialogue fort avec les institutions nationales, les États membres de l'UE et leurs entreprises.
- **Transformation de l'algue sargasse en une opportunité économique:** dans le cadre du programme d'investissement «Global Gateway» UE-ALC, l'UE, la BEI, la France, l'Allemagne,

⁶¹ https://international-partnerships.ec.europa.eu/policies/global-gateway/digital-transformation-and-connectivity-initiative-south-east-asia_en?prefLang=fr

l'Espagne et la Finlande ont lancé une initiative de l'Équipe Europe visant à réduire les dégâts occasionnés par l'algue sargasse et à intégrer celle-ci dans l'économie circulaire (cosmétiques, engrais, biomasse, etc.). Ce programme prévoit notamment des activités de recherche, un cadre stratégique et normatif, le partage de connaissances, le suivi et la prévision, la facilitation des investissements du secteur privé, ainsi que des investissements publics.

- **Lutte contre la pollution dans le bassin hydrographique de Motagua:** le fleuve Motagua est l'un des cours d'eau charriant le plus de plastique au monde. Il émet chaque année environ 2 % des émissions mondiales causées par la pollution par les plastiques dans les océans. Dans le cadre d'une approche «Équipe Europe», l'UE vise à améliorer les réseaux d'assainissement au niveau municipal et à construire des stations d'épuration des eaux.
- **Partenariat sur la résilience sanitaire et la production de vaccins:** l'UE a lancé ce partenariat afin de renforcer et d'harmoniser l'environnement réglementaire et de développer l'intégration des marchés des produits de santé.
- **Initiative mondiale en faveur du développement des obligations vertes en République dominicaine:** dans le cadre de sa coopération actuelle avec l'UE, le gouvernement de la République dominicaine a émis avec succès sa première obligation verte souveraine en juillet 2024.

d. Pays et territoires d'outre-mer

- **Partenariat stratégique sur des chaînes de valeur pour les matières premières avec le Groenland:** un protocole d'accord a été signé en novembre 2023. L'UE soutiendra la promotion et la facilitation des investissements dans les matières premières critiques du Groenland, ce qui aidera le pays à diversifier son économie.